



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de la Cohésion Sociale et de la
Protection des Populations (DDCSPP)

Pôle Vétérinaire
Service installations classées pour la
protection de l'environnement

Chambéry, le **08 MARS 2021**

**Arrêté préfectoral
prolongeant l'autorisation d'occupation temporaire des sols
accordée par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2018**

**Site anciennement exploité par la société TIES
Commune de CHAMPAGNEUX**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 556-3 et R. 556-4 ;

VU le code de justice administrative et notamment ses articles R. 421-1 et R 532-1 ;

VU la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2018 prescrivant l'exécution d'office des mesures de mise en sécurité du site précédemment exploité par la société TIES, et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2018 portant occupation temporaire des sols par l'ADEME ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2020 prolongeant l'autorisation d'occupation temporaire des sols accordée par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2018 ;

VU le courrier de l'ADEME du 2 février 2021 sollicitant la prorogation de la durée de validité de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation d'occupation temporaire des sols délivrée le 9 octobre 2018 et prolongée par arrêté préfectoral du 31 janvier 2020 est aujourd'hui échue ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mener à terme les travaux prescrits à l'ADEME sur le site TIES et visant la protection de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1

L'autorisation accordée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2018 sus visé est prorogée jusqu'au 30 juin 2022.

Article 2

Outre la copie des arrêtés préfectoraux des 20 septembre 2018, 9 octobre 2018 et 31 janvier 2020 sus visés, chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté, qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 3 : Délais et voie de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à Me SABOURIN, liquidateur judiciaire de la société TIES.

Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de Champagnieux au moins dix jours avant le commencement des travaux, à la diligence du maire, qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité, et aux frais de l'ADEME.

Une copie est adressée pour information à :

- ADEME ;
- Etablissement public foncier local de la Savoie (EPFL 73).

Article 5 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur régional Auvergne Rhône-Alpes de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Champagnieux.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART